

direction de l'administration  
générale et de la réglementation

SERVICE de l'INDUSTRIE  
2ème bureau  
Subdivision MEAUX 1. 2.

11 SEP. 1979

M. CHAPUT - Ingénieur Subdivisionnaire

N° 10 823  
C 284

Afrété préfectoral n°79 DAGR 2.I.C 034  
autorisant la société S. C. R. E. F. à pour-  
suivre l'exploitation, en zone industrielle  
de Meaux, 38 à 42 avenue de l'Epinette,  
d'un atelier de fabrication d'échangeurs  
de chaleur.

LC 8435

Le préfet de Seine et Marne  
Commandeur de la légion d'honneur,

VU la loi n°76. 663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées  
pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°77. 1133 du 21 septembre 1977 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1963, autorisant la  
société SEVIN et Cie, à exploiter, en zone industrielle de Meaux, un atelier de  
mécanique générale et de chaudronnerie, établissement relevant de la 2ème classe  
par référence à la rubrique 281. 1° de la nomenclature des établissements dange-  
reux, insalubres ou incommodes et de la 3ème classe, par référence à la rubrique  
119. 2° de ladite nomenclature ;

VU le récépissé du 31 juillet 1970, délivré à la société MICHAUX et  
DUPUIS-SEVIN suite à sa déclaration souscrite le 28 juillet 1970 concernant l'ins-  
tallation d'un dépôt de gaz combustibles liquéfiés composé de 1. 750 kg de propane  
dans l'enceinte de son usine sise en zone industrielle de Meaux ;

VU le dossier présenté le 9 février 1978, complété le 19 juin 1978, par  
la société S. C. R. E. F. (société de constructions de refroidisseurs, d'échangeurs et  
de filtres) anciens établissements SEVIN, MICHAUX et DUPUIS, dont le siège social  
est à Meaux, 38 à 42, avenue de l'Epinette, à l'effet d'être autorisée à poursuivre,  
dans l'atelier susvisé, l'activité d'étamage des métaux par immersion visée par la  
rubrique n°289. 1° de la nomenclature et comportant en outre la déclaration des acti-  
vités suivantes visées par les rubriques 405. B. 1°b, 406. 1°a, et 288. 2° de ladite  
nomenclature ;

VU les plans fournis à l'appui de cette requête ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1978 portant ouverture d'enquête  
publique du 16 octobre au 14 novembre 1978 sur la demande ci-dessus visée et les  
certificats d'affichage de l'avis d'enquête ;

VU le procès-verbal d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur ;

.../...

VU le dossier d'enquête parvenu en retour à la préfecture le 28 novembre 1978 ;

VU les avis émis par :

- le directeur départemental de l'équipement
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- le directeur départemental de l'agriculture
- l'inspecteur du travail
- l'inspecteur départemental des services d'incendie et de secours

VU la délibération du conseil municipal de Meaux, en date du 27 octobre 1978

VU l'avis du sous-préfet de Meaux ;

VU le rapport de M. l'ingénieur en chef des mines, chef du service de l'industrie et des mines, région d'Ile de France, inspecteur des installations classées en date des 24 et 27 décembre 1978 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 16 février 1979 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 février 1979 prorogeant le délai d'instruction de la requête ;

VU le projet d'arrêté notifié le 2 mars 1979 au pétitionnaire ;

SUR proposition du secrétaire général de Seine et Marne ;

## A R R E T E

ARTICLE 1er : La société de constructions de refroidisseurs, d'échangeurs et de filtres (société S. C. R. E. F.), dont le siège social est à Meaux, 38 à 42 avenue de l'Epinette, est autorisée à poursuivre, à l'adresse précitée, l'exploitation d'un atelier de fabrication d'échangeurs de chaleur dans lequel il est procédé à l'étamage de métaux par immersion dans un bain de métal fondu, installation visée par la rubrique n°289.1° de la nomenclature .

L'établissement comporte également des installations d'application et de séchage de peintures, ainsi que de traitement de surface des métaux, installations soumises à déclaration par référence aux rubriques n°405.1°b, 406.1°a et 288.2° de la nomenclature.

.../...

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect par l'exploitant des prescriptions suivantes :

I. Moyens de prévention et de contrôle du bruit.

1) L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées lui sont applicables.

2) Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

3) L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4) Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

Point	Emplacement	Type de zone	Niveau limite en dB(A)		
			jour (1)	période intermédiaire (2)	nuit (3)
en tous points	En limite de propriété	zone industrielle	65	60	55

5) L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

Période de jour (1) : 7 h à 20 h en semaine

Période intermédiaire (2) : 6 h à 7 h et 20 h à 22 h ainsi que les dimanches et jours fériés

Période de nuit (3) : 22 h à 6 h.

## II. Moyens de prévention contre les émanations nuisibles

Les bacs d'étamage devront être équipés d'un dispositif efficace de captation des vapeurs ou poussières de manière à ce qu'elles ne puissent se répandre dans l'atelier.

Les gaz rejetés ne devront en aucun cas constituer une gêne ou un danger pour le voisinage.

S'il s'avérait que ces rejets constituent une gêne ou un danger quelconque pour le voisinage, un dispositif de dépoussiérage et (ou) de lavage des gaz captés serait imposé à l'exploitant.

## III. Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Aucun produit inflammable (hydrocarbures, solvants, gaz combustible liquéfié ou comprimé) ne devra être entreposé à moins de 5 m des bacs d'étamage.

L'établissement devra se conformer aux prescriptions ci-après établies par les services d'incendie et de secours :

- 1°) Créer dans les portes coulissantes situées en fond d'atelier, deux portillons de 0,80 m ouvrant sur l'extérieur.
- 2°) Signaler les issues et chemins pour s'y rendre,
- 3°) Prévoir un seuil de 10 cm à la porte de la chaufferie,
- 4°) Instruire le personnel à la manoeuvre des moyens de secours et maintenir ces derniers en bon état de fonctionnement,
- 5°) Rédiger et afficher une consigne sur la conduite à tenir en cas d'incendie et sur laquelle le n° d'appel des pompiers sera inscrit en caractères très apparents,
- 6°) Apposer dans les halls d'entrée les plans des niveaux conformément à l'arrêté préfectoral n°71. CAB. 101 BD du 6 décembre 1971,
- 7°) Prévoir deux rondes de sécurité : ces rondes seront effectuées une demi-heure après l'arrêt du travail et deux heures plus tard,
- 8°) Tenir à jour le registre d'incendie.

## IV. Pollution des eaux

Les eaux résiduelles de l'établissement (eau de rinçage des pièces étamées et eaux de la cabine de peinture) devront satisfaire aux normes suivantes avant rejet à l'égoût de la zone industrielle et avant toute

dilution (par des eaux de refroidissement notamment) pH : 5 à 9  
 DB05 : 500 mg/l  
 DC0 : 1500 mg/l  
 MES : 1000 mg/l  
 Métaux totaux (Fe + Ni + Cr + Zn + Sn + Pb + ...) 15 mg/l

Un ou plusieurs regards devront être aménagés afin de réaliser des prélèvements sur les rejets d'eaux résiduelles.

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant de faire procéder à ses frais par un laboratoire agréé à des prélèvements sur les eaux résiduelles de son établissement aux fins d'analyses.

#### V. Elimination des déchets

L'exploitant devra justifier chaque année de la destination des déchets produits par son établissement et figurant à l'article 3 du décret 77.794 du 19 août 1977 pris en application de la loi du 15 juillet 1975 sur la récupération et l'élimination des déchets (texte joint).

Sont notamment visés :

- les fluides de coupes usagés
- les boues de peintures
- les bains usés de dégraissages des pièces avant étamage.

ARTICLE 2 : Pour l'exploitation des installations soumises à déclaration; l'exploitant devra respecter les dispositions des arrêtés types 211.B, 405.B.1°b, 406.1°a et 288.2° (textes joints).

.../...

ARTICLE 3 : Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du code du travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 4 : La présente autorisation cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

ARTICLE 5 : Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus indiquées ainsi qu'à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques et de la commodité des voisins, la présente autorisation pourra être suspendue sans indemnité.

ARTICLE 6 : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

ARTICLE 7 : Si l'installation change d'exploitant, le successeur ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration au préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Il sera délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

Si l'établissement cesse l'activité au titre de laquelle il est autorisé, son exploitant doit en informer le préfet dans le mois qui suit cette cessation ; il est donné récépissé sans frais de cette déclaration (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

ARTICLE 8 : L'exploitant de l'installation est tenu de déclarer sans délai à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publiquesoit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la protection des sites et des monuments (article 38).

ARTICLE 9 : La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers (article 8 de la loi du 19 juillet 1976). Elle est délivrée dans le cadre de la législation sur les installations classées et ne préjuge pas des décisions relevant d'autres domaines (permis de construire, occupation du domaine public, autorisation de défrichement...).

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire par les soins de M. le maire de MEAUX

Une ampliation en sera remise au conseil municipal de MEAUX et sera conservée à la mairie de cette commune pour y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture dans le moindre délai.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

MELUN, le 4 SEP. 1979

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Signé A. DELAHON

DESTINATAIRES :

- Le pétitionnaire
- Le sous-préfet de Meaux
- Le maire de Meaux
- Le directeur départemental de l'équipement
- L'inspecteur départemental des services d'incendie et de secours
- X - L'inspecteur des installations classées
- ingénieur en chef des mines
- L'inspecteur du travail
- Le chef du service de la coordination de l'activité administrative des services

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef du Bureau

Y. Breton

